



HAL
open science

Syrie : Assad reste ... “ quoi qu’il en coûte ”

Thomas Pierret

► **To cite this version:**

Thomas Pierret. Syrie : Assad reste ... “ quoi qu’il en coûte ”. Politique internationale, 2022, 175.
hal-03851318

HAL Id: hal-03851318

<https://hal.science/hal-03851318>

Submitted on 3 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

SYRIE : ASSAD RESTE... QUOI QU'IL EN COÛTE

* Aix Marseille Univ, CNRS, IREMAM, Aix-en-Provence, France. Auteur, entre autres publications, de : *Baas et islam en Syrie*, PUF, 2011.

Depuis le début du conflit syrien il y a une décennie, le régime de Bachar el-Assad a été mis au ban d'une grande partie de la communauté internationale en raison d'exactions relevant, selon un rapport de l'ONU, d'une politique d'« extermination » et de « crimes contre l'humanité ».¹ Sur la base d'accusations analogues, les pays occidentaux ont imposé au pouvoir de Damas un sévère régime de sanctions qui a culminé, en 2019, avec la promulgation d'une loi américaine dite « Caesar Act », en référence au pseudonyme d'un transfuge syrien ayant apporté la preuve photographique de l'exécution de milliers de prisonniers dans les geôles d'Assad. Au niveau régional, la Ligue arabe avait, dès 2011, suspendu l'adhésion de la Syrie.

Damas en voie de réhabilitation

Au cours des derniers mois, cependant, le régime syrien a remporté plusieurs succès dans sa quête de réhabilitation internationale. Le mouvement s'était amorcé dès 2018, à la suite de la reprise par les forces loyalistes des dernières poches rebelles du sud et du centre du pays.² Le Bahreïn et, surtout, les Émirats

¹ Human Rights Council. *Out of Sight, Out of Mind: Deaths in Detention in the Syrian Arab Republic*. 3 février 2016, https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/ColSyria/A-HRC-31-CRP1_en.pdf.

² Les dernières banlieues de Damas sous contrôle de l'opposition furent reconquises en avril 2018 ; les provinces de Der'a et Quneitra, au Sud, et le Nord de la province de Homs revinrent dans le giron du régime durant l'été suivant.

arabes unis, avaient alors rouvert leurs ambassades à Damas.³ Le processus s'était toutefois rapidement enrayé en raison de pressions exercées par l'administration Trump, farouchement hostile à toute normalisation entre ses alliés régionaux et le régime syrien. Inversement, l'arrivée de Joe Biden à la Maison-Blanche en 2021 s'est traduite par la reprise de la réintégration graduelle d'Assad dans le giron arabe.

L'administration démocrate n'accorde guère d'importance au dossier syrien, comme l'illustre notamment la déshérence de la fonction d'Envoyé spécial des États-Unis pour la Syrie depuis janvier 2021. Si Washington n'envisage aucune évolution de ses propres relations bilatérales avec Damas, eu égard à la position du Congrès,⁴ elle a néanmoins signalé à ses partenaires arabes qu'ils étaient *de facto* libres de leurs choix quant à la conduite de leur politique syrienne. Fin 2021, par exemple, Washington n'a pas cherché à faire usage du Caesar Act pour s'opposer à un projet de livraison de gaz égyptien au Liban *via* le territoire syrien. La nouvelle posture américaine a par ailleurs encouragé la Jordanie à rétablir ses liaisons aériennes et terrestres avec son voisin septentrional, tandis que le roi Abdallah II invitait ses partenaires internationaux à abandonner l'idée de changement de régime en Syrie pour se concentrer, plus modestement, sur un changement de comportement de la part d'Assad.⁵ La Jordanie, les Émirats arabes unis (dont le ministre des Affaires étrangères a visité Damas en décembre 2021), l'Égypte et l'Irak coordonnent désormais leurs efforts en vue d'un retour de la

³ UAE reopens Syria embassy in boost for Assad. *Reuters*, 27 décembre 2018, <https://web.archive.org/web/20181227153219/https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-syria-emirates-idUSKCN10QQQV>.

⁴ Intel: Biden faces bipartisan frustration over Syria policy. *Al Monitor*, 12 janvier 2022, <https://web.archive.org/web/20220112191719/http://www.al-monitor.com/originals/2022/01/intel-biden-faces-bipartisan-frustration-over-syria-policy>.

⁵ Why Jordan is pushing to normalise ties with the Syrian regime. *The Syrian Observer*, 6 août 2021, <https://web.archive.org/web/20210806093200/https://syrianobserver.com/features/68630/why-jordan-is-pushing-to-normalise-ties-with-the-syrian-regime.html>.

Syrie dans la Ligue arabe, soutenus en cela par l'Algérie, qui doit accueillir le prochain sommet de l'organisation fin 2022.⁶

L'assouplissement de la position internationale vis-à-vis d'Assad transparait aussi, plus discrètement, au niveau des instances onusiennes. Le Comité constitutionnel, au sein duquel représentants du régime, de l'opposition et de la société civile sont supposés négocier une révision de la loi fondamentale du pays sous la supervision de l'ONU, n'a réalisé aucun progrès depuis sa mise en place en 2019 : la sixième session de son comité restreint, tenue en octobre 2021, s'est soldée par un échec suite au refus de la délégation du régime de soumettre de nouvelles propositions de révision aux autres parties.⁷ Face à cette paralysie, l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie Geir Pedersen s'est fait l'écho d'une proposition jordanienne consistant à adopter une politique des « petits pas » (*step-by-step*).⁸ En vertu de cette dernière, la réhabilitation du régime ne dépendrait plus d'une solution politique globale, mais pourrait s'opérer de manière graduelle, les sanctions étant progressivement levées en échange de mesures concrètes. Dans cette hypothèse, ce sont des considérations humanitaires (plutôt que politiques) qui figureraient en haut de l'agenda. Celles-ci apparaissent comme les plus urgentes et sont devenues le souci à peu près exclusif de la diplomatie américaine

⁶ Algeria supports the return of Syria to the Arab League, Lamamra says. *The Syrian Observer*, 27 août 2021, <https://web.archive.org/web/20210827152501/https://syrianobserver.com/news/69179/algeria-supports-the-return-of-syria-to-the-arab-league-lamamra-says.html>.

⁷ Amid Grim Humanitarian Situation in Syria, Special Envoy, Briefing Security Council, Says Constitutional Committee Must Continue its Work with Urgency, Purpose. *Reliefweb*, 27 octobre 2021, <https://web.archive.org/web/20220221094457/https://reliefweb.int/report/syrian-arab-republic/amid-grim-humanitarian-situation-syria-special-envoy-briefing-security>.

⁸ United Nations Special Envoy for Syria Geir O. Pedersen Briefing to the Security Council on Syria, 20 December 2021, <https://reliefweb.int/report/syrian-arab-republic/united-nations-special-envoy-syria-geir-o-pedersen-briefing-security-9>.

dans ce dossier. En 2021, les efforts de Washington se sont en effet concentrés sur la négociation avec la Russie de la résolution 2585, votée en juillet pour prolonger d'un an l'acheminement d'aide humanitaire vers les régions rebelles à travers la frontière turque.⁹

Assad est « là pour rester »

Quel qu'en soit l'aboutissement, les évolutions actuelles de la communauté internationale vis-à-vis du régime syrien reflètent le sentiment largement partagé selon lequel, pour reprendre les termes du roi de Jordanie, Assad et son régime sont « là pour rester ».¹⁰ Protégé des menaces militaires externes et internes par ses patrons russes et iraniens, le maître de Damas n'est pas davantage menacé par d'éventuelles tractations diplomatiques entre grandes puissances. À cet égard, les espoirs que certains opposants syriens entretiennent encore quant à un marché entre Russes et Occidentaux, qui verrait les premiers lâcher le président syrien dans le cadre d'une révolution de palais ou d'une solution politique négociée avec l'opposition,¹¹ paraissent infondés. Si Assad semble assuré de sa survie politique, c'est en raison de la nature de son régime, et de celle des intérêts que Russes et Iraniens défendent en Syrie.

⁹ Bien que les diplomates américains s'en défendent, l'assentiment de Moscou pourrait avoir été monnayé contre un assouplissement de la position des États-Unis vis-à-vis du soutien international à la reconstruction d'infrastructures vitales en Syrie et une réduction de la fréquence des réunions consacrées à l'arsenal chimique du régime. Stéphanie Fillion, Colum Lynch et Robbie Gramer. Inside the U.S.-Russia Deal that Eases Pressure on Assad. *Foreign Policy*, 8 février 2022, <https://foreignpolicy.com/2022/02/08/us-russia-deal-assad-syria/>.

¹⁰ Entretien avec CNN le 25 juin 2021, <https://edition.cnn.com/videos/tv/2021/07/25/exp-gps-0725-king-abdullah-syria-refugees.cnn>.

¹¹ Bassma Kodmani. Bachar ou comment s'en débarrasser. *Politique internationale* 172 (2021) : 181-194.

La nature du régime

Pour qu'une transition politique s'opère par un partage du pouvoir entre éléments de l'ancien régime et opposants (comme en Tunisie après 2011) ou par un simple remplacement de la personne du chef de l'État (comme en Algérie en 2019), il faut, dans tous les cas, un degré d'institutionnalisation du système politique qui fait défaut en Syrie. Par « institutionnalisation », nous entendons le fait qu'il existe au sein du régime des institutions qui, pour être formellement subordonnées à la présidence, n'en bénéficient pas moins d'une forme d'autonomie et d'une capacité d'action qui leur est propre. On pense ici surtout aux forces armées, dont le rôle fut déterminant dans chacun des deux cas précités, et dans une moindre mesure aux partis hégémoniques tels que le Front de libération nationale algérien. Or le régime syrien est d'une nature foncièrement différente : il ne repose pas sur des institutions mais sur des liens primordiaux unissant le clan présidentiel, les principaux officiers de l'armée et des services de renseignements, ainsi qu'une partie significative des hommes de rang.

Ces liens primordiaux sont d'abord des liens de sang : les cas de haut gradés issus la parentèle du président n'ont rien d'anecdotique et sont loin de se limiter à celui, bien connu, du commandant de la 4^e Division blindée Maher el-Assad, frère de Bachar. Pour ne prendre que des exemples récents, on rappellera que jusqu'en 2019 la 1^{ère} division était dirigée par un autre Assad (Zuhayr, un oncle du président), tandis que la Garde républicaine, unité d'élite, était confiée à un cousin, Talal Makhlouf. Quand ils n'appartiennent pas à la famille proche ou étendue du chef de l'État, les officiers de premier rang sont, dans leur quasi-totalité, originaires de la région côtière et membres, comme les Assad, de la minorité alaouite. Ce qui vaut pour l'armée vaut aussi pour les groupes paramilitaires (partiellement regroupés au sein d'une structure nommée Forces de défense nationale) qui ont proliféré durant le conflit et à la tête desquels on trouvait fréquemment des membres des familles Assad et apparentées (Fawwaz

el-Assad, Mundhir el-Assad, Hilal el-Assad, Khaldun Makhoul, Muhammad Chalich, Mujahid Isma'il, etc.).

On le voit : qualifier le système politique syrien de « régime militaire » ou de « sécuritocratie » est un abus de langage, dans la mesure où ni l'armée ni les services de renseignement ne possèdent une quelconque autonomie institutionnelle vis-à-vis du clan présidentiel. Cela ne signifie pas que chacun des individus considérés ici est nécessairement d'une loyauté absolue envers le président. Cela n'empêche pas l'existence de tensions, voire de conflits au sein du régime. Toutefois, lorsque de tels conflits éclatent, ils n'opposent pas entre eux des pôles institutionnels, mais plutôt des factions informelles dont les membres opèrent dans différentes sphères d'activité. Ainsi, le principal défi interne adressé à l'autorité d'Assad au cours des dernières années l'a été par son cousin Rami Makhoul, qui n'exerçait pas de fonctions officielles mais contrôlait une partie significative de l'économie du pays en tant qu'investisseur « privé ». En 2020, Makhoul a fait l'objet de mesures de saisie visant apparemment à renflouer les caisses de l'État mais aussi à favoriser des hommes d'affaires rivaux proches de l'épouse du président, Asma al-Akhras. L'intéressé a dénoncé ce traitement dans des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux, cherchant par-là, en vain, à rallier les soutiens à sa cause.¹²

À travers ces récriminations, Makhoul a vraisemblablement cherché à exploiter un mécontentement populaire qui s'est exprimé jusque dans les populations alaouites de la côte (où les Makhoul possèdent une vaste clientèle) en raison d'une situation économique désastreuse et de services publics

¹² Le magnat syrien Rami Makhoul affirme que ses actifs ont été saisis par l'État. *France 24*, 20 mai 2020, <https://web.archive.org/web/20200531224327/https://www.france24.com/fr/20200520-le-magnat-syrien-rami-makhoul-affirme-que-ses-actifs-ont-ete-saisis-par-l-etat>.

déficients.¹³ Mais croire que ces protestations pourraient un jour prendre suffisamment d'ampleur pour priver Assad de sa propre base communautaire serait ignorer que les alaouites n'ont guère intérêt à une transformation même minime du régime. Certes, ils pourraient un jour soutenir le remplacement d'Assad par un autre membre de la communauté, mais en aucun cas une ouverture qui satisferait les revendications de l'opposition. Car une telle ouverture fragiliserait le système et risquerait, *in fine*, de transférer le pouvoir à la majorité sunnite. Nombre d'alaouites associent un tel scénario à un risque de représailles collectives à leur encontre eu égard à leur prépondérance au sein de l'appareil répressif du régime depuis un demi-siècle. Les acteurs internationaux ont fréquemment demandé à l'opposition de « rassurer » les alaouites à ce sujet, mais on voit mal comment les principaux concernés pourraient être convaincus, sur la base d'assurances sincères mais forcément virtuelles, d'abandonner les garanties de sécurité tangibles que leur confère leur contrôle sans partage des forces armées. Mise à part l'éventualité d'un règlement de compte sanglant, les alaouites auraient aussi beaucoup à perdre en termes d'accès aux ressources de l'État, en particulier par le biais de la fonction publique, où leur surreprésentation est loin de se limiter aux forces armées.¹⁴ Même si elle ne se traduisait pas par des purges massives, une transition politique impliquerait nécessairement un rééquilibrage dont pâtiraient nombre d'alaouites ordinaires.

Pour en revenir à Rami Makhlouf, on peut émettre l'hypothèse qu'en d'autres circonstances l'intéressé aurait pu créer de sérieux remous au sein de l'appareil militaire en y mobilisant ses réseaux de parenté et de clientèle. C'est ce qu'avait

¹³ For second time in a week, residents of Syria's coast protest against poor services. *North Press Agency*, 15 août 2021, <https://web.archive.org/web/20210816220558/https://npasyria.com/en/63552/>.

¹⁴ Kevin Mazur, Networks, Informal Governance, and Ethnic Violence in a Syrian City. *World Politics* 72.3 (2020), 481-524.

fait Rif'at al-Assad, frère de Hafez, lors d'une tentative de coup de force qui, bien qu'infructueuse, n'en avait pas moins ébranlé le régime en 1984. Les circonstances, justement, ne sont plus les mêmes, la hiérarchie militaire syrienne étant désormais assujettie à la Russie et à l'Iran. Certes, cette domination relève en partie d'une rivalité entre les deux puissances protectrices, dotées chacune de leurs relais d'influence privilégiés au sein des forces armées syriennes : l'Iran est ainsi réputé collaborer étroitement avec la 4^e Division blindée, tandis que la Russie commande directement le 5^e Corps et la 25^e Division (ex-Forces du Tigre paramilitaire). Toutefois, nonobstant leurs divergences, Russes et Iraniens continueront de s'entendre pour garder Assad au pouvoir ou, tout au moins, pour maintenir le système politique en l'état, les deux scénarios obérant de manière identique la recherche d'une solution négociée au conflit.

Les intérêts russes et iraniens

Si ni la Russie ni l'Iran ne peuvent admettre un partage du pouvoir à Damas, c'est parce que ce partage impliquerait une division des influences étrangères s'exerçant sur les autorités du pays, l'opposition étant étroitement liée à la Turquie, aux monarchies du Golfe et aux pays occidentaux. Or une telle division serait inacceptable tant pour Moscou que pour Téhéran même s'ils conservaient la mainmise sur la conduite de la politique étrangère syrienne. En d'autres termes, ce n'est pas à une hégémonie relative qu'aspirent Russes et Iraniens en Syrie, mais bien à un contrôle *exclusif* sur le pays.

Le maintien durable d'une présence russe et iranienne en Syrie se justifie essentiellement par la possibilité, pour ces deux acteurs, d'utiliser le territoire et les infrastructures du pays afin de projeter leur puissance militaire au-delà de leur voisinage immédiat. Pour l'Iran, le régime d'Assad fut jadis un partenaire important dans le monde arabe du fait de son poids militaire et diplomatique. Mais depuis la guerre civile, la Syrie en ruine ne présente plus d'intérêt, pour la République islamique, qu'en tant que profondeur stratégique du Hezbollah

libanais, lui-même essentiel au maintien d'une confrontation latente avec Israël. C'est par les routes, ports et aéroports syriens qu'est acheminé le matériel sophistiqué (notamment des missiles balistiques) grâce auquel la milice chiite libanaise poursuit la course aux armements qui lui permet de maintenir une forme conventionnelle d'équilibre de la terreur avec l'État hébreu. C'est pour cette raison que les installations militaires syriennes utilisées par le corps des Gardiens de la Révolution islamique (armée idéologique du régime iranien, en charge des opérations à l'étranger) sont régulièrement bombardées par Israël — pour la seule année 2021, vingt-huit raids sur cinquante-sept sites différents ont été rapportés et, dans bien des cas, confirmés par les différentes parties.¹⁵

Si les motivations de l'intervention russe en Syrie en 2015 sont complexes et, à ce titre, débattues, son principal bénéfice pour Moscou est la mise en place d'importantes capacités militaires sur la côte méditerranéenne, aériennes sur la base de Hmeymim, et navales dans le port de Tartous. Depuis ces points d'appui, la Russie peut projeter ses forces sur d'autres théâtres régionaux, comme l'a montré son intervention en Libye en 2020, durant laquelle elle a déployé des mercenaires recrutés en Syrie. Plus fondamentalement, les bases syriennes s'inscrivent dans une stratégie russe visant à modifier le rapport de force avec l'Otan en Méditerranée, notamment en menaçant les groupes aéronavals occidentaux qui y opèrent. Remarquable est, de ce point de vue, le déploiement à Hmeymim de capacités antinavires (bombardiers à long rayon Tu-22M3 et, pour la première fois, chasseurs-bombardiers Mig-31K équipés de missiles hypersoniques à capacité nucléaire Khinjal) dans le cadre de manœuvres organisées en présence du ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou à la mi-

¹⁵ Les frappes israéliennes sur la Syrie en 2021 (en arabe). *Jusoor for Studies*, 31 décembre 2021, <https://web.archive.org/web/20220105180932/https://jusoor.co/details/20تحليلية%20خرائط%20الضربات%20الإسرائيلية%20في%20سورية%20خلال%20عام%202021/1002/2021>.

février 2022, soit au moment où la Russie masse ses troupes aux frontières de l'Ukraine.¹⁶

Compte tenu de ce qui précède, ni la Russie ni l'Iran ne peuvent se satisfaire d'une Syrie qui serait simplement bienveillante à leur égard : ce dont ils ont besoin est d'un allié proactif prêt à mettre ses infrastructures les plus sensibles au service de leurs ambitions stratégiques. On comprend, dès lors, pourquoi aucun des deux protecteurs d'Assad ne saurait souffrir la présence, dans le gouvernement syrien, d'éléments qui ne leur seraient pas totalement inféodés. On comprend aussi, à la lumière des avantages stratégiques que leur confère leur présence en Syrie, pourquoi Moscou et Téhéran sont prêts à assumer (tout en l'externalisant autant que possible) le coût du maintien au pouvoir d'Assad.

Le coût du maintien au pouvoir d'Assad

Ce coût est, d'abord, économique dans la mesure où la Syrie ne dispose pas des ressources qui permettraient à la Russie et à l'Iran de rendre leur présence sur son sol financièrement rentable. Dans leur rivalité pour le contrôle de ce qui reste de l'économie syrienne (dont ses gisements de pétrole, gaz et phosphate), les deux pays n'ont d'autre ambition que d'obtenir un remboursement partiel des dépenses consenties pour leur engagement militaire. Le déséquilibre entre l'ampleur de ce dernier et la faiblesse de son soubassement économique est particulièrement frappant dans le cas de l'Iran, dont un responsable se lamentait récemment en constatant que les échanges avec la République islamique ne constituent que 3 % des importations syriennes !¹⁷

¹⁶ Russian Tu-22M3 bombers, MiG-31K fighters deploy to Syria for Mediterranean drills. *TASS*, 15 février 2022, <https://web.archive.org/web/20220215153624/https://tass.com/defense/1403811>.

¹⁷ Iran has limited economic sway in Syria after years of spending resources. *Iran International*, 12 avril 2021,

Un État en faillite

Si la Russie a su se ménager les meilleurs parts du gâteau syrien,¹⁸ elle n'a pas pour autant les moyens et la volonté de consentir les centaines de milliards de dollars de dépenses nécessaires à la reconstruction du pays. D'autant que l'absence de solution politique reste un obstacle majeur à une participation des Occidentaux au relèvement économique de la Syrie. Damas — on l'a vu — a opéré un rapprochement spectaculaire avec les Émirats arabes unis. En revanche le plus grand argentier potentiel de la péninsule, c'est-à-dire l'Arabie saoudite, semble, lui, plus réservé quant à la réhabilitation d'Assad, notamment en raison de la relation stratégique qui continue de lier ce dernier à l'Iran. En décembre dernier, le représentant saoudien auprès de l'ONU rejetait ainsi la perspective d'une normalisation avec le régime syrien, accusant ce dernier d'avoir « accueilli à bras ouverts le Hezbollah et d'autres organisations terroristes » et s'interrogeant sur la valeur d'une victoire militaire remportée par un président désormais assis sur une « montagne de cadavres ».¹⁹ Enfin, les espoirs du camp loyaliste quant à une participation de la Chine à la reconstruction de la Syrie semblent illusoire pour l'instant. Dans cette région du monde, la diplomatie chinoise reste guidée par une logique comptable et rien n'indique qu'elle soit prête à investir significativement dans un environnement économique aussi peu attractif que la Syrie. Damas et Pékin ont certes signé en janvier 2022 un protocole d'accord dans le cadre de

<https://web.archive.org/web/20220114175627/https://www.iranintl.com/en/20211204048763>.

¹⁸ Factsheet: Syria-Russia Economic Relations. *The Syria Report*, 22 février 2022.

¹⁹ Le représentant saoudien auprès des Nations Unies : ne croyez pas ceux qui vous disent que la guerre en Syrie est terminée (en arabe). *Enab Baladi*, 17 décembre 2021, <https://web.archive.org/web/20211217104946/https://www.enabbaladi.net/archives/533075>.

l'Initiative de la route de la soie, mais il s'agit là d'une déclaration d'intentions dénuée d'engagements concrets.²⁰

Russes et Iraniens sont donc désormais les tuteurs d'un État en faillite, dont la situation économique est encore aggravée par le fait que lui échappent une part importante de la production pétrolière du pays, situées à l'est de l'Euphrate et contrôlée par les Forces démocratiques syriennes,²¹ ainsi que de vastes zones agricoles tenues par ces dernières et par les groupes rebelles opérant sous protection turque au nord du pays (Armée nationale syrienne) et dans la province d'Idlib (Hay'a Tahrir al-Sham).

Le trafic de drogue comme source de financement

C'est dans ce contexte que le trafic de drogue, et plus particulièrement d'amphétamines vendues sous le nom de Captagon, serait devenu la principale source de devises étrangères d'un pays qu'il n'est donc plus abusif de qualifier de « narco-État ».²² Les pilules de Captagon, dont plus de 250 000 millions ont été saisies lors de contrôles douaniers à travers le monde en 2021, sont principalement destinées aux marchés de la péninsule arabique, mais aboutissent également dans les ports européens. La croissance exponentielle de ce trafic depuis la fin de la dernière décennie semble être moins une réponse aux sanctions internationales qu'une manière pour certains acteurs militaires et paramilitaires loyalistes

²⁰ Syria, China Sign Silk Road Economic Belt Initiative MoU. *The Syrian Observer*, 13 janvier 2022, <https://web.archive.org/web/20220113014218/https://syrianobserver.com/news/72569/syria-china-sign-silk-road-economic-belt-initiative-mou.html>.

²¹ Les Forces démocratiques syriennes sont une alliance rassemblant les combattants kurdes des YPG (Unités de protection du peuple, liées au PKK) et des groupes armés arabes, assyriens et turkmènes. Elles ont été établies en 2015 pour appuyer au sol les opérations de la Coalition internationale contre l'organisation de l'État islamique. Elle constituent le bras armé de l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie, elle-même dominée par la branche syrienne du PKK.

²² Built upon Syria's ruins, a drug empire flourishes. *New York Times*, 6 décembre 2021.

d'accéder à de nouvelles rentes après l'évanouissement des revenus substantiels qu'ils tiraient de la perception de péages pour l'accès aux zones rebelles, dont la plupart ont aujourd'hui disparu. Le clan présidentiel syrien serait ainsi directement impliqué dans la production et l'exportation de Captagon par le biais de la 4^e Division de Maher el-Assad, ainsi que d'un autre parent dénommé Samer el-Assad.²³ En dépit du rapprochement entre la Syrie et la Jordanie, l'implication des milieux officiels syriens dans le commerce du Captagon est ouvertement dénoncée par les services de lutte anti-drogue du royaume hachémite, dont l'armée est de plus en plus souvent impliquée dans des accrochages meurtriers avec des contrebandiers le long de la frontière — elle affirme en avoir tué vingt-sept lors d'une opération menée fin janvier 2022.²⁴

Des foyers de violence résiduels

Sur le plan militaire, le pouvoir de Damas fait face à deux foyers d'insurrection. Le premier, dans la Badiya (steppe désertique centrale), l'oppose à l'organisation de l'État islamique qui, depuis la perte de ses derniers territoires en 2019, s'efforce de reconstruire ses capacités de guérilla. Si l'intense campagne contre-insurrectionnelle menée par les forces loyalistes en 2021 a rendu les opérations du groupe djihadiste moins meurtrières que l'année précédente, ces

²³ Haid Haid. Syria's emerging drug empire isn't going away soon. *Times Now News*, 7 février 2022, <https://web.archive.org/web/20220207073807/https://www.timesnownews.com/columns/article/syria-s-emerging-drug-empire-isn-t-going-away-soon/856555> ;

²⁴ L'armée jordanienne tue vingt-sept contrebandiers (en arabe). *Al-Modon*, 27 janvier 2022, <https://web.archive.org/web/20220127140728/https://www.almodon.com/arabworld/2022/1/27/الجيش-الاردني-يقتل-27-مهربا-حاولوا-إدخال-مخدرات-من-سوريا>.

dernières n'en ont pas moins gagné en fréquence et semblaient encore s'intensifier dans les premières semaines de 2022.²⁵

Le second foyer de violences auquel font face le régime et ses alliés est la province méridionale de Der'a, où prévaut une situation particulièrement complexe. La région a été reprise en 2018 à la suite d'accords dits de « réconciliation » négociés par la Russie, qui autorisaient certaines unités rebelles à garder leurs armes légères et à assurer la sécurité de leurs localités en échange de leur réintégration dans l'armée syrienne, notamment au sein de la 8^e Brigade du 5^e Corps sous commandement russe. Parfois de pure forme, cette réintégration a conduit à la persistance dans la région de poches d'opposition au régime que ce dernier s'est employé à éliminer graduellement. En 2021, plusieurs localités « réconciliées », dont le centre-ville de Der'a, se sont ainsi vu imposer *manu militari* des processus de « régularisation » en vertu desquels les anciennes unités rebelles étaient dissoutes, et leurs membres intégrés à titre individuel dans l'armée régulière. Parallèlement, les combattants de la 8^e Brigade qui refusaient d'aller combattre l'État islamique dans la Badiya étaient privés de salaire.²⁶ Dans un tel contexte, il n'est pas étonnant que la province soit la proie d'assassinats presque quotidiens (329 en 2021)²⁷ visant des membres des forces de Damas ainsi que d'anciens rebelles. Certains parmi ces derniers sont la cible de vestiges de l'Armée syrienne libre et de cellules de l'État islamique qui cherchent à punir les « renégats » collaborant avec le régime, tandis que d'autres sont

²⁵ Gregory Waters. The central Syria ISIS insurgency in 2021. *Counter Extremism Project*, janvier 2022, <https://www.counterextremism.com/content/central-syria-isis-insurgency-2021>.

²⁶ Russia reviews South Syria strategy. *The Syrian Observer*, 18 janvier 2022, <https://web.archive.org/web/20220118131253/https://syrianobserver.com/features/72704/russia-reviews-south-syria-strategy.html>.

²⁷ Bureau de Documentation des Martyrs de Der'a : 508 tentatives d'assassinat font 329 morts en 2021. *Enab Baladi*, 10 janvier 2022, <https://web.archive.org/web/20220110125456/https://www.enabbaladi.net/archives/538762#ixzz7Hm6LYeg>.

vraisemblablement éliminés par les loyalistes parce qu'ils font obstacle à la restauration complète de l'autorité du pouvoir central sur la région.

Ailleurs, comme dans la province à majorité druze de Souweida en février 2022, l'opposition au régime peut aussi prendre la forme de manifestations pacifiques. Mais pas plus que les violences armées, ces protestations ne sont guère susceptibles de déstabiliser un pouvoir soutenu par ses puissants parrains étrangers. Si le régime de Damas est et restera « l'homme malade » du Proche-Orient, rien ne permet donc d'envisager sa chute à court ou moyen terme. Plus que ses alliés et adversaires étatiques, ce sont d'abord et avant tout les Syriens qui continueront de payer le prix de son maintien au pouvoir. L'illustre encore une douloureuse nouvelle annoncée alors même que nous écrivions ces lignes : celle de l'exécution de quarante-huit prisonniers originaires de la localité de Deir el-'Asafir, dans la banlieue orientale de Damas, arrêtés alors qu'ils avaient reçu des assurances sur leur sécurité après la reprise de ce secteur par le régime en 2018...²⁸

La guerre d'Ukraine : quel impact pour la Syrie ?

Lancée alors que nous écrivions les dernières lignes de cet article, l'invasion de l'Ukraine par la Russie ne semble pas devoir remettre en cause le statu quo syrien à court terme. Les exigences de l'heure semblent en effet pousser les différentes parties en présence à s'arc-bouter sur leur posture actuelle. Absorbée par son aventure ukrainienne, Moscou n'a pas intérêt à engager, sur le terrain syrien, une épreuve de force avec les deux membres de l'OTAN qui protègent les régions du pays échappant encore à l'autorité d'Assad, à savoir les États-Unis et la Turquie. Si une telle épreuve de force venait à dégénérer en conflit ouvert, en effet, le contingent expéditionnaire russe en Syrie risquerait de faire face à des moyens militaires aériens et terrestres supérieurs aux siens et à ceux de ses alliés syrien et iranien. Inversement, Ankara veillera à préserver la stabilité des lignes de front par crainte d'un nouvel afflux de réfugiés vers sa frontière ou d'un soutien accru de Moscou aux militants kurdes des YPG/PKK. Cette crainte explique en partie la prudence de Recep Tayip Erdogan face à la crise ukrainienne, le président turc s'étant abstenu de sanctionner la Russie et de

²⁸ Le régime plonge dans le chagrin les familles de quarante-huit détenus de la Ghouta (en arabe). *Enab Baladi*, 21 février 2022, <https://web.archive.org/web/20220222210907/https://www.almodon.com/arabworld/2022/2/21/فاجعة-تهز-أهالي-48-معتقلا-من-الغوطة-قتلوا-بسجن-صيدنايا/>.

fermer son espace aérien aux vols civils en provenance de cette dernière.²⁹ La retenue similaire d'Israël vis-à-vis des menées russes en Ukraine s'explique, elle-aussi, par la crainte d'une remise en cause du *modus vivendi* établi en Syrie par Moscou et Jérusalem, *modus vivendi* qui inclut *de facto* la possibilité pour l'aviation israélienne de cibler des objectifs iraniens sans interférence de la part de la Russie. Enfin, la confrontation russo-occidentale à propos de l'Ukraine coupera sans doute court aux hésitations des États-Unis quant à la pérennité de leur déploiement militaire dans l'Est de la Syrie. Avec des moyens militaires propres relativement limités (eu égard à l'appui fourni au sol par les Forces démocratiques syriennes), Washington peut en effet contenir les capacités de projection du corps expéditionnaire russe à travers le territoire syrien et en direction de l'Irak. En outre, un retrait américain entraînerait un retour de la rive orientale de l'Euphrate dans le giron du régime, offrant de ce fait à la Russie une victoire qui saperait la stratégie occidentale de pression maximale contre Moscou.

À brève échéance, c'est sur le terrain humanitaire que la guerre d'Ukraine risque d'influencer le dossier syrien. Le Conseil de sécurité de l'ONU doit en effet se prononcer l'été prochain sur la reconduction annuelle de l'aide humanitaire transfrontalière en direction des régions rebelles. Obtenu suite à d'âpres négociations en juillet 2021, l'accord de la Russie pourrait, cette fois, être refusé. Au-delà de cette échéance, c'est l'issue, pour l'instant imprévisible, de la crise ukrainienne qui déterminera la suite des événements. Un échec russe aux portes de Kiev pourrait affaiblir tant la détermination de la Russie que les moyens dont elle dispose pour maintenir son hégémonie sur la Syrie et y protéger le régime en place. Quant à une victoire militaire de Moscou, elle pourrait faire de la Syrie un espace de confrontation indirecte où les Occidentaux chercheraient à punir Moscou pour son attitude dans l'Est de l'Europe.

²⁹ Steven A. Cook. Where Turkey Stands on the Russia-Ukraine War. *Council on Foreign Relations*, 3 mars 2022, <https://web.archive.org/web/20220303154301/https://www.cfr.org/in-brief/where-turkey-stands-russia-ukraine-war?>.